



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

*Banque Centrale de la République
de Guinée*
**Rapport du commissaire aux comptes sur les états
financiers**

Exercice clos le 31 décembre 2019
Banque Centrale de la République de Guinée
12, avenue du Commerce - Conakry - République de Guinée

Ce rapport contient 22 pages

Référence : VF-20-02-86



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Banque Centrale de la République de Guinée

Siège social : 12, avenue du Commerce - Conakry - République de Guinée
Capital social : 3.157.727.934.507 francs guinéens

Rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers

Exercice clos le 31 décembre 2019

Mesdames, Messieurs,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque Centrale de la République de Guinée (« *La Banque* »), comprenant le bilan au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultat pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers contenant un résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives y afférentes. Ces comptes ont été arrêtés par le Gouverneur le 5 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

A notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au plan comptable adopté par la Banque Centrale tel que précisé dans les notes 3 et 4 de l'annexe des états financiers pour la période close le 31 décembre 2019.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles d'éthique qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la Direction. Les autres informations comprennent les éléments contenus dans la note au Conseil d'Administration, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport d'audit sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance sur les états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de mettre la Banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire la Banque à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-tendant d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la gouvernance notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constats importants, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevés lors de notre audit.

Paris La Défense, le 25 juin 2020

KPMG S.A.



Valéry Foussé
Associé

| En milliards de francs guinéens | | 2019 | 2018 |
|---|---------|-------------------|-------------------|
| Or et argent monétaires | Note 5 | 1 794,225 | 570,213 |
| Disponibilités en devises (hors relation avec le FMI) | Note 6 | 8 674,928 | 5 681,123 |
| Avoirs auprès du FMI | Note 7 | 3 614,262 | 4 939,153 |
| Créances sur l'État | Note 8 | 11 905,821 | 10 556,799 |
| Créances sur les établissements de crédits | Note 9 | 0 | 0 |
| Créances sur la clientèle non bancaire | Note 10 | 1,577 | 70,691 |
| Autres actifs | Note 11 | 722,484 | 1 425,902 |
| Valeurs immobilisées | Note 12 | 572,007 | 404,725 |
| Titres de participation | | 141,199 | 110,351 |
| Autres immobilisations | | 430,808 | 294,374 |
| TOTAL ACTIF | | 27 285,304 | 23 648,606 |

| En milliards de francs guinéens | | 2019 | 2018 |
|---|---------|-------------------|-------------------|
| Billets et monnaie en circulation | Note 13 | 9 596,419 | 8 096,541 |
| Engagement en devises (hors relation avec le FMI) | Note 6 | 131,188 | 111,030 |
| Engagement envers le FMI | Note 7 | 6 194,980 | 5 963,095 |
| Engagement envers l'État | Note 8 | 2 394,176 | 1 134,255 |
| Engagement envers les établissements de crédits | Note 9 | 3 874,240 | 3 304,449 |
| Engagement envers la clientèle non bancaire | Note 10 | 337,684 | 436,835 |
| Autres passifs | Note 11 | 605,426 | 949,168 |
| Provisions pour risques et charges | Note 14 | 4,394 | 6,308 |
| Subvention d'investissement | | 0 | 0 |
| Capitaux propres | Note 15 | 4 146,797 | 3646,925 |
| Capital social | | 3 157,728 | 3 157,728 |
| Réserve et report à nouveau | | 470,969 | 257,864 |
| Écart de réévaluation Or et argent monétaires | | 57,028 | 18,228 |
| Résultat de l'exercice | | 461,072 | 213,105 |
| TOTAL PASSIF | | 27 285,304 | 23 648,606 |

| En milliards de francs guinéens | | 2019 | 2018 |
|--|----------------|-----------------|-----------------|
| Produits d'intérêts | <i>Note 16</i> | 725,647 | 839,781 |
| Charges d'intérêts | <i>Note 16</i> | -29,628 | -12,287 |
| Gains et pertes de changes | <i>Note 17</i> | 113,717 | 17,542 |
| Autres Commissions | <i>Note 18</i> | 58,110 | 40,214 |
| PRODUITS NET BANCAIRE | | 867,846 | 885,250 |
| Produits d'exploitation non bancaires | | 21,490 | 13,953 |
| Charges d'exploitation | | -569,781 | -472,990 |
| Frais de personnel | | -193,660 | -183,208 |
| Frais de fabrication des signes monétaires | | -107,438 | -43,929 |
| Achats, Services extérieurs et charges diverses | | -230,300 | -211,012 |
| Impôts et taxes | | -2,704 | -2,742 |
| Dotation aux amortissements | | -35,679 | -32,099 |
| Reprises et dotations sur dépréciation des actifs | <i>Note 19</i> | 5,197 | -211,913 |
| Reprises | | 55,074 | 7,167 |
| Dotations | | -49,877 | -219,080 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 324,752 | 214,300 |
| Résultat exceptionnel | <i>Note 20</i> | 136,320 | -1,195 |
| Produits exceptionnels | | 1 821,327 | 1,395 |
| Charges exceptionnelles | | -1 685,006 | -2,590 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 461,072 | 213,105 |

BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

Notes annexes aux états financiers

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

NOTE 1. ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) est une institution dotée de la personnalité morale, l'autonomie financière et de gestion, dont le capital est entièrement détenu par l'État.

Elle reçoit de l'État la mission générale de veiller sur la création, la circulation ainsi que la défense de la valeur de la monnaie nationale. Son objectif principal est d'atteindre et de maintenir la stabilité des prix. Pour atteindre cet objectif, elle détermine et met en œuvre la politique monétaire, et dispose de toutes possibilités d'intervention indirecte pour agir sur la liquidité bancaire en particulier par la fixation des conditions de refinancement des établissements de crédit, par l'imposition des réserves obligatoires, par les mécanismes d'Open Market et, le cas échéant, par l'émission de ses propres titres.

La Banque Centrale est l'agent du Trésor pour ses opérations de banque et de crédit en République de Guinée et à l'étranger. À ce titre, elle détient et gère les réserves de change pour le compte de l'État.

NOTE 2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice 2019 a été marqué par les principaux événements suivants :

- Le maintien de taux de réserves obligatoires à 16% et taux directeur à 12,5% pour garder un écart raisonnable par rapport au taux d'inflation.
- Une légère progression du taux d'inflation en moyenne annuelle qui passe de 9,8% en 2018 à 9,9% au 31 décembre 2019.

NOTE 3. REFERENTIEL COMPTABLE

Les opérations sont comptabilisées et présentées selon les règles et méthodes comptables définies par le plan comptable adopté par la BCRG par référence aux principes généralement admis pour la comptabilisation des opérations de Banque, adaptés aux spécificités de ses opérations de Banque Centrale, tels que décrits ci-après.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques, à l'exception de l'or et l'argent monétaires qui sont évalués selon les modalités décrites ci-dessous.

La monnaie fonctionnelle et de présentation est le Franc Guinéen (GNF). Les états financiers et leurs notes annexes sont présentés en milliards de GNF.

NOTE 4. PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION

Les principales méthodes comptables de la Banque Centrale sont résumées ci-dessous. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été mises en œuvre de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

a. Avoirs en or et en argent

Les stocks d'or et d'argent monétaire sont évalués trimestriellement en fonction des cours de l'once sur la place de Londres. Les écarts de réévaluation positifs qui en résultent sont comptabilisés dans un compte d'écart de réévaluation présenté au sein des capitaux propres.

Les stocks d'or et d'argent brut sont maintenus à leur prix d'acquisition dans l'attente de l'affinage pour transformation en or et argent monétaires.

En cas de moins-value latente par rapport au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation des avoirs en or et en argent est comptabilisée par la contrepartie du compte de résultat.

b. Conversion des monnaies étrangères

Les avoirs et engagements en devises sont évalués au cours de clôture de l'exercice pour les opérations de bilan et au cours du jour de la transaction pour les opérations de résultat. Les gains ou pertes de changes latents et réalisés sont comptabilisés au compte de résultat.

Les cours suivants ont été retenus pour la conversion des principales devises au 31 décembre 2019 :

1 USD = 9 400,8249GNF
1 EUR = 10 518,5782GNF

c. Dépréciation des actifs financiers

Les actifs financiers (créances et titres du portefeuille) pour lesquels il existe des indications objectives de perte de valeur sont réévalués à la valeur recouvrable nette. Le montant de la perte de valeur est constaté par une dépréciation en diminution de la valeur comptable, par la contrepartie du compte de résultat.

d. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition sous déduction des amortissements et des pertes de valeurs éventuellement constatées par dépréciation.

Les terrains ne sont pas amortissables. Les autres immobilisations sont amorties selon le mode linéaire à partir de la date de mise en service sur la base des durées d'usage suivantes :

| | |
|--|-----------|
| Progiciels : | 15 ans |
| Immeubles : | 20 ans |
| Agencements, aménagements, installations techniques : | 10 ans |
| Matériels d'exploitation : | 10 ans |
| Autres matériels : | 4 à 5 ans |

e. Circulation fiduciaire

Les billets et monnaies non encore émis sont comptabilisés en stock pour leur coût d'acquisition.

Lors de leur émission, les billets et monnaies sont enregistrés pour leur valeur faciale au passif du bilan et leur coût d'acquisition est transféré au compte de résultat.

La valeur faciale des coupures n'ayant plus cours légal, et qui n'ont pas été présentées au remboursement par leurs porteurs à l'échéance de la période d'échange, est enregistrée en résultat exceptionnel. Les coûts de stockage et de destruction des coupures retirées de la circulation sont provisionnés jusqu'à la destruction totale.

f. Avantages du personnel

Les avantages à court terme comprennent les salaires, les primes, les congés annuels et les prestations pour soins de santé. Ils sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel les services correspondants ont été rendus aux agents de la Banque Centrale.

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les indemnités de départs à la retraite et sont comptabilisés en charges d'exploitation de l'exercice au cours duquel ils ont été perçus par leurs bénéficiaires. Aucune provision pour charges n'est comptabilisée.

Il est important de rappeler qu'une caisse de retraite complémentaire à été créée en octobre 2013. Après une contribution exceptionnelle de GNF 5 milliards par la Banque Centrale suite à la décision du Conseil d'Administration du 28 juin 2013, cette caisse est désormais alimentée de la façon suivante :

- 20% de cotisation patronale
- 10% de part ouvrière.

Au cours de l'exercice 2019, la Banque Centrale a payé à titre de pensions GNF 3.035.161.928 contre GNF 2.240.211.246 en 2018. Les opérations exécutées dans le cadre de cette caisse sont récapitulées dans les tableaux ci-dessous :

| BILAN DE LA CAISSE DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|--|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| Actif | | | | | | | | Passif | | | | | | | |
| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2014 | 31/12/2013 | | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
| Trésorerie disponible à l'Agence Principale | 26 347 095 115 | 5 862 354 859 | 70 383 689 447 | 56 623 084 015 | 15 249 537 541 | 24 203 526 172 | 2 607 909 630 | Capitaux propres fin de période | 24 677 253 186 | 16 929 433 923 | 15 607 090 997 | 16 982 302 941 | 17 017 898 313 | 22 625 152 609 | 3 909 707 088 |
| Souscription BDT | 89 812 112 306 | 81 524 521 518 | | | 27 000 000 000 | 0 | | Réserves | 93 071 585 871 | 76 142 151 948 | 60 535 060 951 | 43 552 758 010 | 26 534 859 697 | 3 909 707 088 | |
| Cotisations prélevées non versées | 1 567 679 631 | 5 718 559 558 | 5 767 807 179 | 3 911 976 936 | 1 308 591 783 | 2 331 333 525 | 1 301 797 458 | Subventions reçues | | | | | 0 | | |
| Décassement à justifier | 21 952 005 | | | | | | | Dette sur pension à régulariser | | 33 850 064 | 9 344 678 | 0 | 5 371 314 | | |
| TOTAL ACTIF | 117 748 839 057 | 93 105 435 935 | 76 151 496 626 | 60 535 060 951 | 43 558 129 324 | 26 534 859 697 | 3 909 707 088 | TOTAL PASSIF | 117 748 839 057 | 93 105 435 935 | 76 151 496 626 | 60 535 060 951 | 43 558 129 324 | 26 534 859 697 | 3 909 707 088 |
| COMPTE DE RESULTAT DE LA CAISSE DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| Charges | | | | | | | | Produits | | | | | | | |
| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2014 | 31/12/2013 | | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
| Pensions payées | 3 035 161 928 | 2 240 211 246 | 1 415 472 214 | 1 003 746 052 | 825 526 540 | | | Cotisation totale | 19 545 040 307 | 19 382 149 078 | 17 391 704 838 | 16 340 550 876 | 15 786 868 878 | 17 625 152 609 | 3 909 707 088 |
| Impôt sur pensions payées | 101 553 220 | 73 242 582 | 41 870 115 | 30 362 464 | 28 438 321 | | | Subventions reçus | | | | 0 | 5 000 000 000 | | |
| Pensions personnel décédé | 247 881 294 | 139 261 327 | 327 271 512 | 91 212 018 | | | | Intérêts précomptés sur BDT reçu | 8 475 478 482 | | | 1 785 072 599 | 904 122 107 | | |
| Primes gestionnaires | | | | 18 000 000 | | | | Intérêts précomptés sur BDT à recevoir | | | | | 1 230 872 189 | | |
| Régul/DAR sur avance sur pension | | | | | 50 000 000 | | | Autres produits | 41 330 839 | | | | | | |
| Résultat: excédent | 24 677 253 186 | 16 929 433 923 | 15 607 090 997 | 16 982 302 941 | 17 067 898 313 | 22 625 152 609 | 3 909 707 088 | Résultat: Déficit | | | | | | | |
| Charges d'exploitation | 28 061 849 628 | 19 382 149 078 | 17 391 704 838 | 18 125 623 475 | 17 971 863 174 | 22 625 152 609 | 3 909 707 088 | Produit d'exploitation | 28 061 849 628 | 19 382 149 078 | 17 391 704 838 | 18 125 623 475 | 17 921 863 174 | 22 625 152 609 | 3 909 707 088 |

NOTE 5. OR ET ARGENT MONÉTAIRES

Les avoirs en or et en argent monétaires sont détenus auprès de correspondants étrangers.

| Or et argent monétaires | | 2019 | 2018 |
|---|------------------|------------------|----------------|
| Stock détenu (onces) | Or monétaire | 125 112,783 | 49 251,729 |
| | Argent monétaire | 18 118,388 | 0 |
| Valeur de marché (GNF) | Or monétaire | 1 791,297 | 569,216 |
| | Argent monétaire | 2,928 | 0,998 |
| TOTAL DES VALEURS DE MARCHÉ | | 1 794,225 | 570,213 |
| Écart de réévaluation (GNF) | Or monétaire | 56,378 | 18,042 |
| | Argent monétaire | 0,604 | 0,185 |
| TOTAL DES ECARTS DE REEVALUATION | | 57,029 | 18,228 |

Au 31 décembre 2019, le stock d'or monétaire est de 7 104,923 onces chez le correspondant BRI et 118 007,834 onces chez l'affineur au cours de 1 523 USD par once.

NOTE 6. DISPONIBILITES ET ENGAGEMENTS EN DEVISES

| Disponibilités en devises | | 2019 | 2018 |
|--|-------------------------|------------------|------------------|
| Avoirs chez les correspondants | à vue | 5 388,207 | 2 730,541 |
| | à terme* | 2 777,376 | 2 180,462 |
| | TOTAL | 8 165,584 | 4 911,003 |
| Valeurs à l'encaissement | Chèques en recouvrement | 185,647 | 204,349 |
| | Espèces en transit | 0 | 0 |
| | TOTAL | 185,647 | 204,349 |
| Caisses devises | | 291,534 | 529,268 |
| Avances et acomptes aux fournisseurs étrangers | | 32,163 | 36,502 |
| TOTAL DES DISPONIBILITES EN DEVISES | | 8 674,928 | 5 681,123 |
| Ventilation par devises | USD | 7 934,485 | 4 404,035 |
| | EUR | 833,691 | 1 188,928 |
| | Autres | 93,238 | 88,159 |
| | TOTAL | 8 674,928 | 5 681,123 |

* L'intégralité des placements à terme est inférieure à trois mois.

Les disponibilités en devises sont principalement constituées de comptes à vue, à terme ouverts chez des correspondants et des encaisses en devises à la Banque Centrale.

| Engagements en devises | | 2019 | 2018 |
|---|-----------------------------|----------------|----------------|
| Dettes financières | Emprunts | 0 | 0 |
| | Capital souscrit non libéré | 0 | 0 |
| | Autres | 42,567 | 15,367 |
| | TOTAL | 42,567 | 15,367 |
| Autres engagements | Organismes bilatéraux | 53,142 | 46,880 |
| | Autres | 2,568 | 19,754 |
| | TOTAL | 55,710 | 66,634 |
| Fonds de contrepartie | | 32,911 | 29,029 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS EN DEVICES | | 131,188 | 111,030 |
| Ventilation par devises | USD | 41,808 | 15,913 |
| | EUR | 0,560 | 18,393 |
| | Autres | 88,820 | 76,724 |
| | TOTAL | 131,188 | 111,030 |

Les dettes en devises comprennent le capital souscrit non appelé et non libéré de la participation de la Banque Centrale dans Afreximbank. Les autres engagements sont des dépôts réalisés par des institutions régionales ou internationales auprès de la Banque Centrale dans le cadre de financement spécifiques de sa clientèle.

NOTE 7. RELATIONS AVEC LE FMI

| Relations avec le FMI | | 2019 | 2018 |
|--------------------------------------|--|------------------|------------------|
| Actifs | Disponibilités en DTS | 905,198 | 2 176,349 |
| | Souscription au FMI | 2 709,064 | 2 762,804 |
| TOTAL DES ACTIFS LIES AU FMI | | 3 614,262 | 4 939,153 |
| Passifs | Contrepartie des allocations de DTS | 1 332,025 | 1 294,662 |
| | Dettes au titre de la Facilité Élargie de Crédit | 2 493,456 | 2 243,233 |
| | Comptes n°1 et n°2 | 2 369,499 | 2 425,200 |
| TOTAL DES PASSIFS LIES AU FMI | | 6 194,980 | 5 963,095 |

La souscription de la Guinée au capital du FMI est restée inchangée rapport à l'année dernière soit DTS 214 200 000 au 31 décembre 2019. Les disponibilités en DTS sont des avoirs détenus essentiellement aux fins de rembourser les emprunts de la Banque Centrale auprès du FMI. Le capital restant dû au titre de la Facilité Élargie de Crédit donnera lieu à des remboursements échelonnés jusqu'en 2022. Le compte n° 1 enregistre la quote-part de la Guinée au capital du FMI versée en francs guinéens. Le compte n° 2 est un compte ordinaire destiné à assurer le fonctionnement du bureau résident du FMI.

NOTE 8. CREANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS L'ÉTAT

| Créances et engagements envers l'État | | 2019 | 2018 |
|--|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Créances | Comptes ordinaires débiteurs | 1 924,416 | 851,386 |
| | Titres d'État* | 9 983,885 | 9 707,894 |
| | Intérêts courus sur titres d'Etat | 0 | 0 |
| | Provision pour dépréciation | -2,481 | -2,481 |
| | TOTAL DES CRÉANCES SUR L'ETAT | 11 905,821 | 10 556,799 |
| Engagements | Comptes ordinaires créditeurs | 2 394,173 | 1 134,247 |
| | Autres engagements | 0,002 | 0,009 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS ENVERS L'ETAT | | 2 394,176 | 1 134,256 |

Les comptes ordinaires débiteurs et créditeurs sont ouverts pour les administrations centrales et locales par la Banque Centrale dans le cadre de sa mission d'agent du Trésor. Ces comptes ne donnent pas lieu à de rémunération.

Les titres d'État sont issus des opérations de titrisation des comptes débiteurs de l'administration centrale suivants :

- Convention de titrisation du 30 avril 2013 comprenant :
 - Une ligne de crédit de GNF 5 642 milliards à **3,476 %** échéance 2052 avec un différé d'amortissement de 10 ans ;
- Convention de de titrisation du 23 février 2017 comprenant une ligne de GNF 1 702,47 milliards amortissable linéairement sur 5 ans portant intérêts au taux moyen du marché des bons du Trésor ;

- Titres d'Etat émis dans le cadre de la recapitalisation de 2018 pour un montant de 2 957,727 milliards GNF au taux de 8% à échéance de 2046 avec remboursement in fine.

* La totalité du capital vient à échéance après plus de cinq ans pour la titrisation de 2013 compte tenu des franchises prévues dans l'accord de titrisation avec le Trésor. En ce qui concerne la ligne titrisée sur 2017, la totalité de la dette est à échéance inférieure à 5ans. Les titres émis en 2018 sont intégralement à plus de 5 ans.

NOTE 9. CREANCES ET ENGAGEMENTS SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT

Les créances et les engagements envers les établissements de crédit comprennent les opérations effectuées par la Banque Centrale dans le cadre de la politique de régulation de la liquidité monétaire, ainsi que les comptes ordinaires débiteurs et créditeurs en Francs guinéens et en devises ouverts par les banques primaires agréées en République de Guinée.

| Créances et engagements sur les établissements de crédit | | 2019 | 2018 |
|---|----------------------------------|------------------|-------------|
| Créances | Prêts sur le marché monétaire | 0 | 0 |
| | Titres et effets pris en pension | 0 | 0 |
| | Comptes ordinaires débiteurs | 0 | 0 |
| | Provisions pour dépréciation | 0 | 0 |
| | TOTAL DES CREANCES | 0 | 0 |
| Engagements | Emprunts sur le marché monétaire | 0 | 0 |
| | Titres et effets mis en pension | 0 | 0 |
| | Comptes ordinaires créditeurs | 3 874,240 | 3 304,449 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS | 3 874,240 | 3 304,449 | |

NOTE 10. CREANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LA CLIENTELE NON BANCAIRE

La clientèle non bancaire comprend les entreprises privées, les entreprises publiques et mixtes, les particuliers y compris les agents de la Banque Centrale, les titres de placement, ainsi que les valeurs en recouvrement en Francs guinéens.

| <i>Créances et engagements sur la clientèle non bancaire</i> | | <i>2019</i> | <i>2018</i> |
|---|-----------------------------------|----------------|----------------|
| Créances | Comptes ordinaires débiteurs | 3,109 | 48,108 |
| | Titres de placement | 0 | 0 |
| | Autres Créances | 3,704 | 27,687 |
| | Provisions pour dépréciation | -5,236 | -5,104 |
| TOTAL DES CREANCES SUR LA CLIENTELE NON BANCAIRE | | 1,577 | 70,691 |
| Engagements | Comptes ordinaires créditeurs | 333,233 | 436,835 |
| | Comptes des projets et programmes | 0 | 0 |
| | Autres comptes de dépôt | 4,451 | 0 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS ENVERS LA CLIENTELE NON BANCAIRE | | 337,685 | 436,835 |

NOTE 11. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs comprennent les avances accordées au personnel de la Banque Centrale et aux fournisseurs, les stocks de fournitures y compris les billets non encore émis, ainsi que les comptes de régularisation.

| Autres actifs | | 2019 | 2018 |
|----------------------------------|---|----------------|------------------|
| Créances d'exploitation | Avances au personnel | 90,484 | 85,541 |
| | Dépréciation des avances au personnel | -5,890 | -7,101 |
| | Avances aux fournisseurs | 265,624 | 281,410 |
| | Débiteurs divers | 8,542 | 8,163 |
| Stocks | Fournitures consommables | 15,770 | 15,355 |
| | Or non monétaire et matières précieuses | 1,567 | 477,302 |
| | Billets et jetons | 99,099 | 93,161 |
| Comptes de régularisation | Charges payées d'avance et produits à recevoir | 355,885 | 207,087 |
| | Dépenses et débits à régulariser | 54,658 | 55,933 |
| | Provision pour Dépréciation sur DAR | -48,541 | -37,133 |
| | Comptes de liaison Siège - Agences | 0 | 0 |
| | Chèque et virement à payer | 0,077 | 141,039 |
| | Autres comptes de régularisation | 0 | 0 |
| | Compte de passage entre entités comptables et comptes de suspens | 1,345 | 220,091 |
| | Provision pour Dépréciation sur les débiteurs divers et opérations diverses | -116,136 | -114,945 |
| TOTAL DES AUTRES ACTIFS | | 722,484 | 1 425,902 |

| Autres passifs | | 2019 | 2018 |
|----------------------------------|---|----------------|----------------|
| Dettes d'exploitation | Rémunérations à payer | 4,694 | 0,777 |
| | Charges sociales à verser | 0,048 | 1,270 |
| | Retenues sur traitements et salaires | 0,247 | 0,247 |
| | Versement forfaitaire | 0 | 0 |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 20,146 | 54,621 |
| | Retenues sur salaires du personnel | 21,180 | 0,018 |
| Comptes de régularisation | Charges à payer et produits perçus d'avance | 0,975 | 0,130 |
| | Recettes /crédits à régulariser | 526,053 | 504,751 |
| | Valeurs à l'encaissement non disponibles | 1,022 | 6,141 |
| | Dépôts et cautions reçus | 10,076 | 10,226 |
| | Comptes de liaison Agences (CDL) | 0,366 | 0,366 |
| | Chèques et virement à payer | 24,224 | 137,412 |
| | Comptes de passage entre entités comptables et comptes de suspens | -3,606 | 231,848 |
| TOTAL DES AUTRES PASSIFS | | 605,426 | 949,169 |

Les autres passifs comprennent les dettes envers le personnel, les organismes sociaux, les fournisseurs et les comptes de régularisation. La rubrique Recettes et crédits à régulariser comprend principalement les virements au titre de la subvention accordée par l'État à la Société d'Électricité de Guinée (EDG) pour couvrir ses dépenses de fonctionnement.

NOTE 12. VALEURS IMMOBILISEES

Les valeurs immobilisées comprennent les immobilisations incorporelles et corporelles :

| Valeurs immobilisées | 2018 | Acquisitions/ Dotations | Mises au rebut / en service / Reprises | 2019 |
|--|-----------------|------------------------------------|---|-----------------|
| Charges immobilisées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations incorporelles | 13,768 | 6,355 | | 20,123 |
| Terrains | 6,706 | 1,25 | | 7,956 |
| Constructions | 66,127 | 4,537 | | 70,664 |
| Autres | 335,080 | 95,768 | | 404,488 |
| Immobilisations et travaux en cours | 114,496 | 91,292 | | 205,788 |
| Titres de Participation | 110,351 | 30,848 | | 141,199 |
| Autres immobilisations financières | 0,091 | 0,011 | | 0,102 |
| Avances et acomptes versés sur immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DES VALEURS BRUTES | 646,618 | 203,703 | 0 | 850,320 |
| Charges immobilisées | 0 | 0 | | 0 |
| Immobilisations incorporelles | -9,007 | 1,670 | | -10,677 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Constructions | -30,113 | 2,782 | | -32,895 |
| Autres | -196,151 | 31,225 | | -227,376 |
| TOTAL DES AMORTISSEMENTS | -235,270 | 35,677 | | -270,948 |
| Dépréciations | -6,624 | 0,742 | | -7,366 |
| TOTAL DES DEPRECIATIONS | -6,624 | 0,742 | | 7,366 |
| TOTAL DES VALEURS NETTES | 404,725 | 167,284 | | 572,007 |

Les titres de participation sont constitués par la participation de la Banque Centrale dans le Capital d’Afreximbank, d’AfricaRe, de la Guinéenne de Monétique et de la Banque Nationale Investissement de Guinée BNIG.

NOTE 13. BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION

Cette rubrique comprend la valeur faciale des pièces et billets émis par la Banque Centrale, sous déduction de l'encaisse qu'elle détient en Francs Guinéens.

NOTE 14. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont composées de l'estimation par la Banque Centrale des risques encourus dans le cadre d'affaires pendantes en justice.

NOTE 15. CAPITAUX PROPRES

| Capitaux propres | | 2019 | 2018 |
|-----------------------------------|--------------------------|-------------------|------------------|
| Capital social | Capital social | 3 157,728 | 3157,728 |
| Réserves | Réserve légale | 269,418 | 56,312 |
| | Réserve spéciale | 112,427 | 112,427 |
| | Fonds social | 38,587 | 38,587 |
| | Autres réserves | 3,429 | 3,429 |
| | Réserves de réévaluation | 47,108 | 47,108 |
| Résultat à affecter | Report à nouveau | 0 | 0 |
| Écart de réévaluation | Or et argent monétaires | 57,028 | 18,228 |
| Résultat de l'exercice | | 461,072 | 213,106 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | | 4 146, 797 | 3 646,925 |

** Le capital social de la BCRG est entièrement détenu par l'Etat Guinéen. Au 31/12/2019 il se chiffre à GNF 3 157 727 934 507.*

NOTE 16. PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

| Produits et charges d'intérêts | | 2019 | 2018 |
|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|----------------|
| Intérêts perçus sur | Titres d'Etat | 374,049 | 688,282 |
| | Comptes de correspondants | 147,406 | 45,846 |
| | Autres | 204,191 | 105,653 |
| TOTAL DES PRODUITS D'INTERÊTS | | 725,646 | 839,781 |
| Intérêts payés sur | Comptes de correspondants | 13,984 | 2,101 |
| | Emprunts auprès du FMI | 15,645 | 10,186 |
| | Autres emprunts | 0 | 0 |
| | TOTAL DES CHARGES D'INTERÊTS | 29,629 | 12,287 |

NOTE 17. GAINS ET PERTES DE CHANGE

| Gains et pertes de change | | 2019 | 2018 |
|--|--|----------------|---------------|
| Gains | | 184,909 | 111,122 |
| Pertes | | -71,193 | -93,581 |
| TOTAL DES GAINS ET PERTES DE CHANGE | | 113,716 | 17,541 |

Au 31 décembre 2019, il a été réalisé un gain net de change de GNF 113,716 milliards.

NOTE 18. COMMISSIONS

| Commissions perçues | | 2019 | 2018 |
|------------------------------|--|---------------|---------------|
| Autres commissions | | 58,110 | 40,214 |
| TOTAL DES COMMISSIONS | | 58,110 | 40,214 |

NOTE 19. REPRISES ET DOTATIONS SUR DEPRECIATION DES ACTIFS

Les reprises de provisions de l'exercice 2019 portent essentiellement sur les avoirs en devises étrangères et les avances au personnel.

Les dotations aux provisions de l'exercice 2019 se chiffrent à GNF 49,877 milliards dont GNF 32,788 milliards de provision constituée sur les dépenses relatives aux DAR, GNF 11,299 milliards de provision sur le DAR énergie, GNF 1 milliards de provision sur les dépenses liées au projet siège BCRG de KOLOMA.

NOTE 20. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel bénéficiaire est de GNF 136,320 milliards. Il est essentiellement composé d'une part par les produits exceptionnels issus de la vente de plus de deux tonnes d'or fin pour GNF 1 821,478 milliards. Et d'autre part par les charges exceptionnelles liées au déstockage de cette quantité d'or vendue pour GNF 1 665,382 milliards.

NOTE 21. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

La situation des garanties données et reçues par la BCRG au 31 décembre 2019, se présente comme suit :

| Engagement hors bilan au 31 décembre (en millions) | | 2019 | | 2018 | |
|--|-----|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | | Donnés | Reçus | Donnés | Reçus |
| Engagements sur marchés publics | EUR | - | - | - | - |
| | USD | - | - | - | - |
| | GNF | 83 823 | 83 823 | 275 158 | 275 158 |
| TOTAL DES GARANTIES | | 83 823 | 83 823 | 275 158 | 275 158 |

NOTE 22. LES EVENEMENTS POST CLÔTURE

Depuis l'enregistrement de son premier cas confirmé le 12 mars 2020 à Conakry, la Guinée, à l'instar des autres pays du monde, fait face à la pandémie du COVID 19.

L'impact macroéconomique de cette crise mondiale sur l'économie guinéenne se traduira par une baisse du niveau de la croissance économique qui, selon les estimations de la Banque Mondiale pourrait perdre en 2020 entre 1,5 et 2,7 points de pourcentage.

C'est dans ce cadre que les autorités de la BCRG ont pris les mesures nécessaires pour atténuer l'impact de cette épidémie sur le secteur financier en général, et les comptes de la banque, en particulier.

Parmi ces mesures, on peut citer entre autres :

- 1- La baisse d'un point du taux directeur et du coefficient de réserve obligatoire ;
- 2- La mise en place d'un programme d'injection de liquidités pour maintenir la capacité de financement de l'économie ;
- 3- L'activation du guichet d'injection de liquidités de longue durée pour permettre aux banques d'accorder plus facilement des crédits à moyen et long terme ;
- 4- L'assouplissement des normes prudentielles en faveur des Banques et autres Institutions Financières.